

Nations Unies  
**ASSEMBLÉE  
GÉNÉRALE**

SEIZIÈME SESSION

Documents officiels



1118<sup>e</sup>  
**SÉANCE PLÉNIÈRE**

Mercredi 27 juin 1962,  
à 10 h 30

**NEW YORK**

**SOMMAIRE**

	Page
Point 49 de l'ordre du jour:	
Question de l'avenir du Ruanda-Urundi: rap- port de la Commission des Nations Unies pour le Ruanda-Urundi (suite)	
Rapport de la Quatrième Commission (3ème partie) . . . . .	1621

**Président: M. Mongi SLIM (Tunisie).**

**POINT 49 DE L'ORDRE DU JOUR**

**Question de l'avenir du Ruanda-Urundi: rapport de la Com-  
mission des Nations Unies pour le Ruanda-Urundi (suite\*)**

**RAPPORT DE LA QUATRIÈME COMMISSION  
(3ème PARTIE) [A/5142]**

1. Le **PRESIDENT**: Un amendement au paragraphe 3 du dispositif du projet de résolution recommandé par la Quatrième Commission dans son rapport [A/5142] a été soumis par la délégation de l'Union soviétique et figure au document A/L.388.

*Conformément à l'article 68 du règlement inté-  
rieur, il est décidé que le rapport de la Quatrième  
Commission ne fera pas l'objet d'une discussion.*

2. Le **PRESIDENT**: En vertu de la décision que l'As-  
semblée vient de prendre, les interventions seront  
limitées à des explications de vote.

*M. Houaiss (Brésil), rapporteur de la Quatrième  
Commission, présente en ces termes le rapport de  
cette commission [A/5142].*

3. **M. HOUAISS (Brésil)** [Rapporteur de la Quatrième  
Commission]: Nous voici arrivés au terme de l'une  
des sessions les plus ardues et les plus délicates  
auxquelles nous ayons eu à faire face. En effet, la  
Quatrième Commission n'a pas consacré moins de  
80 séances à cette question de l'avenir du Ruanda-  
Urundi qui deviendra, le 1er juillet de cette année,  
une question appartenant au présent, une question  
traduite en réalité tangible: le Burundi et le Rwanda;  
Etats voisins et amis, Etats indépendants et souve-  
rains.

4. Hier encore, nous avons siégé sans interruption  
de 10 heures à 21 heures, c'est-à-dire 11 heures de  
suite, ce qui constitue, je crois, un fait sans précé-  
dent peut-être dans les annales de l'Organisation  
des Nations Unies. C'est dire l'intérêt passionné que  
la Commission tout entière a apporté à cette question  
qui figure à l'ordre du jour de l'Assemblée et égale-  
ment à celui de la conscience internationale.

5. Le rapport que j'ai l'honneur de présenter en  
séance plénière de l'Assemblée générale est le troi-  
sième soumis sur ce point par la Quatrième Com-  
mission. Il comporte une introduction, du para-  
graphe 1 au paragraphe 3. On a disposé du rapport  
de la Commission des Nations Unies pour le Ruanda-  
Urundi [A/5126 et Corr.1 et Add.1] et de la documen-  
tation relative à l'avenir du Territoire sous tutelle  
dans les paragraphes 4 à 6. L'audience accordée aux  
pétitionnaires constitue le sujet des paragraphes 7 et 8.  
Du paragraphe 9 au paragraphe 14, on trouve la  
manière dont la Commission a discuté de ce point, y  
compris les déclarations faites par les membres des  
Gouvernements du Burundi et du Rwanda, ainsi que  
les questions qui leur ont été posées par les membres  
de la Commission.

6. Les paragraphes 15 à 29 traitent des projets de  
résolution et des amendements qui ont été proposés  
en commission. Le paragraphe 31 décrit les procé-  
dures de vote telles qu'elles ont eu lieu à la Com-  
mission. Le dernier paragraphe comporte finalement  
la recommandation de la Quatrième Commission,  
sous la forme d'un projet de résolution adopté hier,  
tard dans la soirée, au sein de la Commission, par  
92 voix contre zéro avec 11 abstentions.

7. Comme la Commission m'a laissé le soin de pré-  
senter directement son rapport à la séance plénière,  
j'espère que celle-ci voudra bien excuser les fautes  
toujours possibles qui auraient pu se glisser dans ce  
rapport, en raison de la hâte dans laquelle s'est ef-  
fectuée sa rédaction.

8. Ne voulant pas abuser du temps qui m'est im-  
parti, je tiens cependant, avant de terminer, à re-  
mercier les représentants de leur coopération ami-  
cale, ainsi que les membres du Secrétariat de l'aide  
efficace qu'ils m'ont apportée au cours des séances.  
Il ne me reste plus qu'à souhaiter bonne chance au  
Burundi et au Rwanda, que les Nations Unies, avec  
l'aide de l'Autorité administrante, ont amenés sur  
la route exaltante, parfois difficile mais toujours  
féconde, de la souveraineté.

9. Qu'il me soit permis de vous exprimer de nouveau,  
Monsieur le Président, ainsi qu'à ma très chère  
amie, Mlle Brooks, présidente de la Quatrième Com-  
mission, mon admiration et mon respect pour le  
travail que vous avez accompli tout au long de cette  
méorable session de l'Assemblée générale.

10. Le **PRESIDENT**: Je présume que l'Assemblée  
a pris conscience du travail considérable accompli  
par la Quatrième Commission; et je suis certain  
d'être l'interprète des membres de l'Assemblée  
en exprimant à la Présidente, au Rapporteur de la  
Quatrième Commission, ainsi qu'aux membres du  
bureau de celle-ci, de même qu'au Secrétariat et à  
toutes les délégations, la gratitude de l'Assemblée  
générale pour l'excellence de leur travail.

\* Reprise des débats de la 1106ème séance.

11. M. MOROZOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) [traduit du russe]: La délégation soviétique considère indispensable de faire les observations suivantes, où elle expliquera les raisons de son vote sur le projet de résolution relatif à l'avenir du Ruanda-Urundi [A/C.4/L.740/Rev.1] présenté à l'Assemblée générale pour examen par la Quatrième Commission [A/5142].

12. On sait que l'Union soviétique a toujours énergiquement soutenu et soutient les revendications des peuples du Burundi et du Rwanda, ainsi que celles des peuples des autres pays coloniaux, concernant leur indépendance nationale. Aussi la délégation de l'Union soviétique appuie-t-elle entièrement les paragraphes du projet de résolution adopté par la Quatrième Commission sur la base du projet initial présenté par 20 pays africains et asiatiques, dans lesquels il est question de la liquidation de l'occupation belge et de l'accession à l'indépendance du Burundi et du Rwanda.

13. Nous considérons comme parfaitement juste la décision suivant laquelle l'Accord de tutelle du 13 décembre 1946 cessera d'être en vigueur le 1er juillet 1962, le jour même où le Burundi et le Rwanda deviendront deux Etats indépendants et souverains. Cette décision, à notre avis, répond entièrement aux intérêts des peuples des deux pays, ainsi qu'aux buts élevés qui ont été formulés dans la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux [résolution 1514 (XV)] adoptée par l'Assemblée générale à sa quinzième session.

14. Cette décision est une des étapes vers la liquidation définitive des vestiges du système colonial. Nous saluons et soutenons cette décision.

15. En même temps, nous devons remarquer que malheureusement, dans le projet de résolution, par suite des raisons que nous avons signalées aussi dans la discussion à la Quatrième Commission, il y a certaines clauses inacceptables pour nous. Avant tout, il y a le texte très peu satisfaisant du paragraphe 3 du dispositif du projet de résolution, où l'on envisage la possibilité du maintien de troupes belges dans les deux Etats même après leur accession à l'indépendance, jusqu'au 1er août 1962.

16. Il faut souligner que toute l'histoire de la lutte des deux peuples pour leur indépendance nationale et l'expérience faite par beaucoup d'autres pays africains et asiatiques montrent que la présence de troupes étrangères sur les territoires d'Etats souverains contre la volonté des gouvernements de ces Etats est incompatible avec une libération nationale et une indépendance authentique.

17. Voilà pourquoi nous avons déclaré et déclarons encore appuyer la résolution déjà adoptée le 23 février 1962 par l'Assemblée générale [résolution 1743 (XVI)], d'après laquelle les troupes belges doivent être retirées aussi bien du Burundi que du Rwanda avant le 1er juillet 1962, c'est-à-dire avant l'accession des deux Etats à l'indépendance.

18. Aussi proposons-nous à la première partie du paragraphe 3 du projet de résolution [A/C.4/L.740/Rev.1] que vous avez entre les mains un amendement tendant à ce que le Gouvernement belge "retire et évacue ses forces encore stationnées au Rwanda et au Burundi d'ici le 1er juillet 1962". De même qu'à la Quatrième Commission, nous n'avons pas l'intention de nous attribuer la paternité de cette partie du texte qui figurait dans le premier projet de réso-

lution de 20 Etats d'Afrique et d'Asie [A/C.4/L.740]. Nous voulons absolument faire rétablir cette partie conformément au texte du projet sous sa forme primitive. L'adoption de cette importante décision sur le retrait des troupes belges des deux pays d'ici le 1er juillet 1962 écartera la grave menace à l'indépendance de ces deux pays, ainsi que la menace au maintien de la paix dans ces régions que représente, nous en sommes convaincus, le maintien des troupes belges ne serait-ce qu'un jour après l'accession de ces pays à l'indépendance.

19. Toute la discussion à la Quatrième Commission a montré que le retrait de cette partie du projet de résolution primitif, dont nous avons fait mention, et que nous considérons indispensable de reprendre, ce pourquoi nous proposons un amendement à votre examen, ce retrait d'un tout petit mais très important fragment du texte, ne repose sur aucune raison d'ordre linguistique ou technique. Nous considérons qu'il n'est pas trop tard pour apporter les changements indispensables pour que le projet de résolution qui est proposé par la Quatrième Commission soit en accord avec la décision adoptée le 23 février 1962 par l'Assemblée générale, spécifiant qu'il ne restera pas un seul soldat étranger au moment de l'accession des pays du Rwanda et du Burundi à l'indépendance.

20. Nous demandons le vote par division sur le projet de résolution: plus exactement, des votes séparés sur le préambule et sur les paragraphes 1, 2, 6, 7, 8 et 9. Nous voterons pour les parties de la résolution qui visent l'accession des Etats du Rwanda et du Burundi à l'indépendance le 1er juillet et qui comprennent des mesures importantes que les Nations Unies doivent adopter afin d'apporter leur collaboration à l'établissement et au soutien de ces deux tout nouveaux Etats africains.

21. Nous demandons aussi un vote séparé sur la première partie du paragraphe 3 qui dit: "Fait appel au Gouvernement belge pour qu'il retire et évacue ses forces encore stationnées au Rwanda et au Burundi", et nous demandons un vote sur l'ensemble du paragraphe 3 du projet de résolution.

22. Nous ne pouvons pas appuyer les dispositions contenues dans les alinéas 4, a, et 4, e, qui donnent au Secrétaire général à l'égard des Etats indépendants du Rwanda et du Burundi des pouvoirs qui dépassent le cadre envisagé dans la Charte.

23. Dans notre intervention à la Quatrième Commission [1326ème séance], nous avons déjà fait remarquer que d'après la décision de l'Assemblée générale les fonctions attribuées au Secrétaire général de l'Organisation en ce qui concerne le contrôle du retrait des troupes étrangères d'un territoire qui n'est pas le leur contredit les dispositions de la Charte. On a fait remarquer que la présence de troupes étrangères sur des territoires d'autres Etats, sans l'accord desdits Etats, est un acte d'agression. Aussi l'Assemblée générale ne doit-elle pas prendre de décision que seul le Conseil de sécurité, aux termes de la Charte, peut et doit appliquer.

24. Nous ne considérons pas comme correct non plus que l'Assemblée générale charge le Secrétaire général de remplir des fonctions telles que le développement et l'entraînement des forces armées d'Etats souverains, ce qui est envisagé au paragraphe 4 du projet de résolution. Le fait que ces



forces armées s'appellent dans le projet de résolution "forces de sécurité", ne change rien en fait. C'est là, indubitablement, une forme d'aide militaire et, dans la mesure où il en est ainsi, cette aide militaire ne peut être fournie par l'Organisation des Nations Unies que sur décision du Conseil de sécurité dans les conditions et suivant la procédure éventuellement prévues dans ladite décision.

25. En déterminant notre position quant aux alinéas 4, a, et 4, e, nous partons de notre position traditionnelle, de nos appréciations traditionnelles, dont nous sommes toujours inspirés dans le passé pour l'examen de problèmes analogues dans les organes des Nations Unies et au Conseil de sécurité en particulier, comme aussi à l'Assemblée générale. Fidèles à cette politique et à cette position traditionnelles, fondées sur la Charte des Nations Unies et caractéristiques de notre action à propos de propositions du même genre dans le passé, nous voterons aussi maintenant contre les paragraphes 4, a, et 4, e.

26. La remarque que nous faisons ensuite concerne l'autorisation donnée au Secrétaire général pour engager au Rwanda et au Burundi des dépenses non prévues au budget, se montant à 2 millions de dollars. La tentative faite pour étayer cette proposition par une référence à la résolution 1735 (XVI) de l'Assemblée générale n'est pas convaincante à notre avis. On le sait, la délégation soviétique a voté contre ladite résolution du fait qu'elle vise à éluder la compétence du Conseil de sécurité et, contrairement à la Charte, à habilitier le Secrétaire général à dépenser des sommes considérables pour appliquer des mesures liées au maintien de la paix et de la sécurité. Mais, si même nous abandonnions pour un moment la position prise par nous à ce sujet au début de la présente session l'an dernier, même si nous ne retenions pas que cette résolution était illégale, même en s'en tenant aux termes de cette résolution, il est impossible de dépenser le crédit visé dans son texte à autre chose qu'au maintien de la paix internationale et de la sécurité.

27. En outre, il ressort du paragraphe 5 du texte du projet de résolution présenté par la Quatrième Commission que 2 millions de dollars doivent en somme être dépensés pour l'assistance économique et technique à ces deux pays. Nous vous demandons de bien nous comprendre. L'Union soviétique se déclare en faveur d'une aide aux Etats indépendants nouvellement créés du Rwanda et du Burundi, mais cette aide doit être octroyée sur les fonds d'assistance technique et économique de l'Organisation des Nations Unies, de contributions volontaires, de contributions bilatérales et non pas être prise sur les sommes payées obligatoirement par les Etats d'après le barème des contributions à l'Organisation des Nations Unies. Aussi nous voyons-nous obligés de voter contre le paragraphe 5 du projet de résolution.

28. La délégation de l'Union soviétique est profondément convaincue que l'adoption des paragraphes et alinéas cités plus haut, qui, à notre avis, sont inadmissibles, serait en contradiction pour une part avec la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (là où il est question de laisser des troupes belges sur le territoire des deux pays après leur accession à l'indépendance), ou avec les dispositions inscrites dans la Charte des Nations Unies pour ce qui concerne les

autres paragraphes et alinéas que je viens de mentionner.

29. Nous considérons de notre devoir de souligner que, si les paragraphes et alinéas de la résolution contre lesquels nous avons l'intention de voter pour les motifs que nous avons expliqués n'en étaient pas moins acceptés par l'Assemblée générale, il n'en résulterait pour l'Union soviétique aucune obligation que ce soit, notamment au point de vue financier.

30. Pour conclure, la délégation soviétique souligne encore une fois qu'elle soutient la partie politique de la résolution qui prévoit la liquidation de la tutelle et l'accession des Etats du Rwanda et du Burundi au statut d'Etats indépendants, ce sur quoi, pendant 400 séances à l'Organisation des Nations Unies (comme vient de le dire le Rapporteur dans sa communication), l'Union soviétique a insisté et insiste encore maintenant. Nous voterons pour les parties de la résolution qui s'y rapportent.

31. Notre délégation voudrait profiter de cette occasion pour exprimer en peu de mots le sentiment de joie réelle qu'elle éprouve du fait de l'accession des peuples du Rwanda et du Burundi à cette indépendance longtemps souhaitée. L'histoire et l'expérience montrent que l'accession à l'indépendance des anciennes colonies est un grand pas en avant sur la voie du progrès économique, social et culturel. Le peuple soviétique comprend intimement les soucis et les aspirations des jeunes pays qui se sont libérés d'un joug ancestral et consacrent tous leurs efforts pour vaincre la pauvreté et rattraper leur retard, pour liquider à jamais ces lourds héritages de la colonisation. Nous savons et comprenons parfaitement que par ces raisons mêmes les nouveaux Etats souverains sont extrêmement intéressés au maintien de la paix et au développement de la collaboration pacifique entre tous les pays sur la base d'une égalité complète des droits et du respect de la souveraineté de chacun. Voilà pourquoi nous sommes sûrs que cette nouvelle promotion d'Etats souverains contribuera à consolider la paix et à diminuer la tension internationale. L'expérience fournit toujours de nouveaux exemples d'Etats qui ont accédé récemment à l'indépendance et qui, malgré les difficultés et les obstacles rencontrés en chemin, donnent un magnifique exemple de politique pacifique et de collaboration pour consolider la paix internationale. La position de l'Union soviétique à l'égard des nouveaux Etats africains est claire. Ce que nous voulons à leur égard, c'est une solide amitié et une large collaboration. Dans leur juste lutte, les peuples africains peuvent toujours compter sur le soutien et l'aide amicale du Gouvernement soviétique, aide désintéressée et sincère. Aux peuples et aux gouvernements du Rwanda et du Burundi, la délégation soviétique souhaite tout le succès possible dans le renforcement de leur indépendance nationale.

32. Le PRESIDENT: Avant de donner la parole aux orateurs suivants, je signale à l'Assemblée que je suis saisi de deux nouvelles demandes d'explication de vote avant le scrutin, étant donné la demande de vote par division assez compliquée qui vient d'être présentée. Je vais autoriser les représentants qui m'ont demandé de donner ces explications de vote avant le scrutin à prendre la parole, mais en insistant, conformément à l'article 90 du règlement intérieur, pour que ces interventions soient limitées strictement à des explications de vote.

33. Je m'en voudrais d'user des prérogatives qui me sont allouées conformément à cet article 90 pour limiter le temps de parole. Je lance simplement un appel aux délégations qui ont demandé d'expliquer leur vote pour qu'elles limitent leurs interventions à de véritables explications de vote.

34. M. DADET (Congo [Brazzaville]): Je ne voudrais pas allonger indûment un débat sur un sujet dans lequel le temps apparaît comme un facteur extrêmement précieux, mais je voudrais expliquer brièvement le sens que mon pays, le Congo (Brazzaville), attache au vote du projet de résolution qui est aujourd'hui soumis à notre assemblée en ce qui concerne le Ruanda-Urundi.

35. Nous ressentons non seulement un profond intérêt moral, mais aussi une solidarité presque physique à l'égard de ces deux peuples frères de l'Afrique centrale.

36. Notre continent se libère aujourd'hui des liens qui l'ont paralysé pendant des siècles. S'éveillant d'un long sommeil, il émerge comme un faisceau de forces nouvelles dont les autres nations recherchent l'alliance. Aussi, hélas! la libération de chacun de ses peuples est-elle l'occasion d'intrigues et de rivalités dont l'Assemblée des Nations Unies est devenue le fidèle reflet.

37. Devant ce tournoi qui oppose, tantôt ouvertement, tantôt de manière insidieuse et obscure, les forces contraires de notre monde, notre attention, je dirais même notre angoisse, se porte vers nos frères dont on se dispute le privilège de réaliser le bonheur futur.

38. Le Rwanda et le Burundi, pendant les années qui viennent de s'écouler, ont profondément occupé et préoccupé les Membres de notre organisation. Ils ont souvent donné de la passion à nos débats. Nos opinions divergentes ont, hélas! reflété les intérêts et les conceptions contraires qui sont la trame de nos discussions, chaque fois qu'il s'agit d'admettre un nouveau Membre dans cette salle, d'ajouter une nouvelle voix au concert des nations.

39. Dans ce cas, la nature des conflits et des difficultés rencontrés nous ont amenés à nous pencher sur ces pays avec plus d'attention et de soin que sur n'importe quel autre territoire du monde. Notre vigilance s'est manifestée par les missions qui y ont été dépêchées et dont la dernière, présidée par Mlle Angie Brooks, a reçu les félicitations méritées de la Quatrième Commission pour nous avoir permis, après bien des vicissitudes, de préparer aujourd'hui l'entrée de deux nouveaux Etats africains à l'Organisation des Nations Unies.

40. Le projet de résolution qui est aujourd'hui soumis à l'Assemblée et dont le Congo (Brazzaville) est l'un des auteurs porte l'empreinte des questions que nous nous sommes posées à propos du Rwanda et du Burundi au cours de nos précédents débats. Nous nous sommes demandé s'il n'était pas regrettable que deux pays dotés de faibles ressources financières et qui bénéficiaient déjà d'une structure administrative commune prennent des orientations politiques divergentes et se refusent à toute forme d'unification.

41. Nous avons étudié les responsabilités de l'Autorité administrante qui semble avoir fait preuve d'imprévision dans cette matière. Nous avons discuté du problème du retrait des forces militaires belges et des mesures à prendre pour permettre aux gouver-

nements locaux d'assurer leur relève et de maintenir l'ordre par leurs propres moyens. Nous nous sommes inquiétés de savoir si ces gouvernements représentaient bien les aspirations des populations intéressées et si les droits des minorités et des partis d'opposition étaient respectés; certains d'entre nous se sont même penchés, avec un intérêt particulier, sur le sort du Mwami du Rwanda, rejeté par la majorité de ses sujets.

42. Mais nos débats ne peuvent interrompre, ne serait-ce qu'un moment, la marche du temps. Pendant qu'ils se déroulent, l'histoire poursuit son cours et nous dépasse parfois. Ainsi, alors que nous parlions, les aspirations des habitants du Rwanda et du Burundi se développaient et se précisaient; aujourd'hui, la date du 1er juillet s'impose à nous sans alternative et rend quelque peu périmées les questions qui nous préoccupaient encore il y a quelques semaines.

43. Avant même que nous en décidions, le Rwanda et le Burundi sont entrés dans la réalité comme Etats séparés. Les forces militaires belges sont encore présentes sur leur territoire et y seront toujours le 1er juillet prochain. Deux partis politiques d'idéologie différente ont acquis la majorité des voix dans chacun des deux pays et le Mwami du Rwanda n'est plus qu'un souverain déchu qui devra vraisemblablement choisir entre l'exil ou le retour dans son pays en qualité de simple citoyen.

44. En décidant d'abroger l'Accord de tutelle du 13 décembre 1946, nous avons à sanctionner cet ensemble de faits, bons ou mauvais, qui font désormais partie de l'histoire des deux futurs Etats, et nous avons à exprimer en même temps les vœux et les intentions de l'Organisation des Nations Unies pour l'avenir.

45. Mais ma délégation tient à insister sur le fait qu'en votant la résolution à la rédaction de laquelle elle a participé elle n'a pas l'intention de perpétuer sur le Rwanda et le Burundi une quelconque tutelle de l'Organisation des Nations Unies. Le problème qui lui paraît maintenant primordial est celui de l'indépendance de ces deux pays, et, par là, nous n'entendons pas seulement un acte nominal, mais surtout la souveraineté réelle qu'ils construiront au cours des années, pierre par pierre, avec l'aide des autres nations et plus particulièrement de leurs frères africains.

46. Tirant la conclusion logique de l'abrogation de l'Accord de tutelle, nous en appelons au Gouvernement belge pour qu'il retire ses troupes dans un délai d'un mois qui nous paraît techniquement raisonnable. Mais il va de soi qu'après le 1er juillet le principe même et les modalités de l'application de cette recommandation sont laissés à la libre appréciation des deux gouvernements souverains intéressés. C'est ainsi que nous entendons le paragraphe 3 du dispositif de la résolution qui "fait appel au Gouvernement belge pour qu'il retire et évacue ses forces encore stationnées au Rwanda et au Burundi... sans préjudice aux droits souverains du Rwanda et du Burundi" [A/5142, par. 33].

47. Ces droits doivent être en effet strictement respectés. Notre organisation a le devoir de définir le principe de l'évacuation militaire à l'égard de la puissance de tutelle, mais elle ne saurait empêcher les nouveaux Etats de négocier librement des accords de coopération militaire avec n'importe quel pays tiers. Ma délégation tient à préciser ce point, car



certaines représentations ont déclaré, sans nuance, qu'une nation sur le territoire de laquelle étaient stationnées des forces étrangères n'était pas réellement indépendante. Cette affirmation n'est exacte que si le stationnement est imposé par une volonté unilatérale, mais non lorsqu'il découle d'un accord librement négocié entre les deux parties. Dans le cas contraire, il nous faudrait admettre qu'un Etat qui accepte ou sollicite l'intervention des forces d'un autre pays ou même de l'Organisation des Nations Unies se trouve placé sous leur tutelle.

48. Le second problème sur lequel nous désirons particulièrement insister et dont dépend l'indépendance future des nouveaux Etats est celui de l'assistance technique et financière.

49. Le rapport de la Commission des Nations Unies pour le Ruanda-Urundi et la déclaration du Ministre des affaires étrangères de Belgique nous ont largement montré que les besoins de ces pays étaient immenses. Malgré notre bonne volonté, malgré les mesures dont nous préconisons l'exécution par le Secrétaire général, l'Organisation des Nations Unies ne peut faire face, par elle-même, aux problèmes d'assistance que vont avoir à résoudre le Rwanda et le Burundi. La Belgique seule y est préparée et s'offre à le faire, au moins en partie. C'est à son effort généreux que nous pensons plus particulièrement, en exprimant l'espoir général que tous les Etats Membres apporteront leur aide aux deux nations en formation.

50. A nos frères du Rwanda et du Burundi, nous conseillons d'oublier leurs rancunes éventuelles pour consolider leur indépendance, dans la coopération avec l'ancienne puissance de tutelle. Dans ce domaine encore, comme dans celui de l'assistance militaire, je sais que certains s'attachent inlassablement à démontrer que l'aide économique est un obstacle à l'indépendance. Nous admettons qu'elle entraîne dans l'immédiat certaines limitations de la souveraineté. Mais nous pensons que, dans la mesure où elle favorise la construction et le développement d'une vie meilleure, elle doit devenir, à la longue, un facteur de renforcement de l'indépendance.

51. D'ailleurs, mises à part quelques très grandes puissances, peu d'Etats dans notre assemblée peuvent prétendre ne recevoir aucune aide extérieure, quelle qu'en soit la source.

52. Enfin, il est un troisième problème qui suscite notre intérêt et notre inquiétude: c'est celui de l'union économique entre le Rwanda et le Burundi. Il n'est plus temps maintenant d'analyser les causes de l'échec de l'union politique. Mais il faut absolument que les deux Etats gardent conscience des intérêts économiques essentiels qu'ils ont en commun. Je me permettrai de leur rappeler que les pays de l'ancienne Afrique-Equatoriale ont traversé une expérience analogue. Ils ne sont pas parvenus à constituer un Etat fédéral, mais ils ont eu la sagesse de conserver, sous la gestion coordonnée d'un secrétariat et le contrôle périodique d'une conférence des chefs d'Etat, les services et les organes — douanes, postes, transports, etc. — indispensables à leur survivance et à leur développement. Nous souhaitons vivement que le Rwanda et le Burundi suivent cet exemple et que leur coopération soit la première étape de la collaboration plus vaste que ne manqueront pas de leur offrir tous les autres Etats africains.

53. En bref, le projet de résolution que nous allons voter aujourd'hui pourrait, malgré ses nombreux paragraphes, se résumer en un seul mot: indépendance. Le reste n'est composé que de souhaits et de recommandations que nous formulons pour prolonger, au-delà du 1er juillet 1962, l'intérêt affectueux que nous portons à ceux qui ont accédé à la liberté. Puissent-ils user de celle-ci dans la sagesse et dans la paix, à l'abri des intrigues et des manœuvres et puisse leur accession à l'indépendance réaliser une nouvelle étape constructive vers l'affranchissement de tous nos frères qui, en Angola, au Cabinda et dans d'autres territoires de notre continent, souffrent encore un esclavage que la marche inexorable de l'histoire rend chaque jour plus révoltant et plus anachronique.

54. M. SOW (Tchad): Il m'est infiniment agréable d'adresser mes plus vives félicitations à la Présidente de la Quatrième Commission, aux membres dévoués de la Commission des Nations Unies pour le Ruanda-Urundi, créée aux termes du paragraphe 2 de la résolution 1743 (XVI) de l'Assemblée générale, ainsi qu'à tous ceux, techniciens et autres, dont les travaux ont contribué à projeter plus de lumière sur la situation réelle du Ruanda-Urundi.

55. Je me m'étendrai pas longtemps sur les difficultés sans nombre qu'il faudrait encore surmonter avant d'arriver à trouver une solution à la question du Ruanda-Urundi, selon les vœux formulés dans la résolution 1514 (XV) adoptée par l'Assemblée générale, le 14 décembre 1960. On me permettra simplement de dire que la grande unité de vues qui a régné au sein du bloc africain-asiatique et du groupe de l'Union africaine et malgache tout au long des débats sur la question du Ruanda-Urundi est un éloquent témoignage du souci de l'Afrique de se libérer totalement et sans restriction du joug colonial.

56. Sans doute, nous devons déplorer la cassure qui existe entre les deux territoires, cassure sans laquelle on se réjouirait de voir naître, dans la communauté africaine, un pays économiquement plus fort, plus viable et surtout moins sujet aux pressions déguisées de tous ordres.

57. Cependant, les choses sont ce qu'elles sont et, personnellement, je suis de ceux qui pensent que l'expérience ne s'acquiert qu'avec le temps. Un jour viendra peut-être où les deux communautés éprouveront le besoin de se réunir pour travailler dans la paix et dans l'harmonie au bonheur de leurs peuples d'abord et à celui de l'Afrique tout entière. D'ailleurs, l'optimisme de ce souhait n'est pas exagéré si l'on pense à l'accord sur l'union économique conclu déjà entre les deux pays lors de la Conférence qui s'est tenue à Addis-Abéba sous les auspices de la Commission des Nations Unies pour le Ruanda-Urundi.

58. De nombreux et urgents problèmes se posent certainement pour le Rwanda et le Burundi après leur accession à l'indépendance le 1er juillet prochain. A ce propos, il y a même des prophètes de malheur pour prédire des catastrophes, par exemple que "le désordre et l'anarchie vont régner partout au point de nécessiter comme pour le Congo l'intervention des forces de l'ONU". Ma délégation fait confiance à la sagesse des deux gouvernements pour démentir de telles insinuations. L'expérience congolaise, pour malheureuse qu'elle soit, comporte en soi des leçons suffisantes pour que l'on n'ait plus à craindre désormais un démembrement calculé de l'unité africaine. Le moment est venu pour chaque Etat Membre

de l'Organisation des Nations Unies de penser que le monde est un, si nous voulons éviter à l'humanité des maux graves et nombreux. Il importe donc, en vue d'assurer la survie de l'homme sur la planète, que nous dotions dès le départ les pays qui accèdent à l'indépendance des éléments vitaux indispensables à leur subsistance et au bon fonctionnement de leur machine gouvernementale.

59. Après avoir mûrement réfléchi à toutes ces questions, ma délégation a décidé d'appuyer le projet de résolution A/C.4/L.740/Rev.1. Ce serait vraiment poser un acte d'une grande sagesse que d'envoyer sans délai au Rwanda et au Burundi un représentant accompagné d'un groupe d'experts dont les fonctions seraient d'assurer sans heurt et sans choc la transmission rapide des pouvoirs avec le maximum de garanties, tant pour l'Autorité administrante que pour les administrés.

60. Les données du problème ainsi posées, il ne restera plus aux services spécialisés de l'Organisation des Nations Unies qu'à se mettre en branle immédiatement pour que le Rwanda et le Burundi puissent mériter avant longtemps les flatteuses épithètes d'Etats prospères, disciplinés et forts.

61. C'est dans ces sentiments de hautes considérations politiques et morales que ma délégation s'apprête à accueillir avec enthousiasme ces deux communautés sœurs d'Afrique au sein de l'Organisation des Nations Unies.

62. M. YOST (Etats-Unis d'Amérique) [traduit de l'anglais]: La délégation des Etats-Unis votera pour le projet de résolution sur l'avenir du Rwanda-Urundi [A/5142, par. 33] que la Quatrième Commission a adopté hier. Nous rendons hommage à l'esprit de conciliation de nombreuses délégations qui a rendu possible l'adoption d'un projet de résolution détaillé mettant fin à la tutelle et accordant l'indépendance au Rwanda et au Burundi.

63. Toutefois, notre soutien en faveur de ce projet de résolution n'est pas sans réserves. Hier, à la 1327<sup>ème</sup> séance de la Quatrième Commission, nous nous sommes abstenus dans le vote sur le paragraphe 3 du dispositif parce que nous estimions qu'il ne répondait pas aux exigences de la situation. Nous estimions au contraire que ce paragraphe, qui traite d'une question très délicate et très importante, était rédigé d'une manière peu claire et trop doctrinaire. Il est stipulé à ce paragraphe que le retrait et l'évacuation des forces belges stationnées actuellement dans les deux pays doivent être terminés au 1<sup>er</sup> août 1962. Fort heureusement, en même temps, le paragraphe dit en substance, mais de manière non explicite, que les Gouvernements du Rwanda et du Burundi auront le droit souverain de conclure avec la Belgique des accords en vertu desquels le retrait pourrait être retardé au-delà du 1<sup>er</sup> août si ces gouvernements le désiraient.

64. Les prochaines semaines et les prochains mois seront très critiques pour le Rwanda et le Burundi. Au cours de cette période, ces deux pays devront continuer à compter presque exclusivement sur l'assistance de la Belgique pour assurer la stabilité de leur économie. Aucun autre pays ne s'est offert à fournir une aide qui soit, de près ou de loin, en rapport avec les besoins budgétaires, techniques et économiques des deux pays. En conséquence, de l'avis de ma délégation, l'Assemblée a particulièrement le devoir de ne pas employer des termes qui, par

leur caractère équivoque, risqueraient de susciter un malaise ou de l'inquiétude dans telle ou telle fraction de la population et de compromettre ainsi l'efficacité de l'assistance fournie par la Belgique, ou même toute autre assistance. Malheureusement, c'est précisément ce danger que nous paraît présenter la rédaction du paragraphe 3 du dispositif et, à notre avis, les partisans de la formule qui est inscrite prennent une lourde responsabilité, étant donné ce qu'est la situation dans le Territoire. C'est pourquoi les Etats-Unis ne peuvent souscrire à la rédaction de ce paragraphe et, s'il est mis aux voix séparément, se verront contraints de s'abstenir sur toutes les parties du paragraphe.

65. Il est inutile de dire que nous voterons contre l'amendement de l'Union soviétique [A/L.388] qui, s'il était adopté, rendrait, à notre avis, le paragraphe entièrement inopérant.

66. Nous voterons cependant pour l'ensemble du projet de résolution. Ce faisant, je tiens à ce qu'on sache bien que nous accueillons et que nous soutenons de tout cœur l'indépendance du Rwanda et du Burundi. Nous nous félicitons des dispositions du projet de résolution qui prévoient une assistance technique et économique aux deux nouvelles nations et nous sommes particulièrement heureux que le projet de résolution accorde un rôle actif au Secrétaire général, car nous pensons que c'est par son entremise que les Nations Unies pourront le mieux porter assistance à ces deux nations.

67. Malgré les réserves que nous avons faites sur le paragraphe 3 du dispositif, nous apportons notre soutien au projet de résolution pour la seule raison qu'un nombre important de ses auteurs ont donné catégoriquement à la Quatrième Commission l'assurance, renouvelée d'ailleurs ici ce matin, qu'il était clairement dans leur intention qu'après l'indépendance les Gouvernements du Rwanda et du Burundi auraient sans aucun doute le droit souverain de négocier des accords pour le maintien de certaines forces belges, s'ils estimaient que cela était dans l'intérêt de leur pays.

68. Pour terminer, je tiens à adresser les plus chaleureuses félicitations et les meilleurs vœux du gouvernement et du peuple des Etats-Unis aux nouvelles nations qui prendront place dimanche prochain, 1<sup>er</sup> juillet, parmi les Etats souverains du monde. Nous suivrons avec sympathie et avec grand intérêt leur développement en tant que jeunes nations. Nous serons heureux de les accueillir bientôt ici, parmi nous, en tant que Membres de l'Organisation des Nations Unies.

69. M. BINDZI (Cameroun): La délégation de la République fédérale du Cameroun a participé activement à la discussion devant la Quatrième Commission et elle voudrait expliquer brièvement son vote sur deux paragraphes particuliers du projet de résolution que nous nous apprêtons à adopter.

70. On a souvent comparé les territoires sous tutelle à des enfants mineurs. La vérité est que leur minorité est d'un genre particulier et que les membres de l'Assemblée, en bons parents, sont souvent tentés eux aussi d'imiter ces parents qui, aimant beaucoup leurs enfants, s'efforcent, à leur majorité, de les marier ou contre leur volonté, ou sans tenir compte du choix des intéressés.

71. Mon explication de vote portera donc sur les paragraphes 3 et 9. Le paragraphe 3 a fait l'objet devant



la Quatrième Commission de débats après et prolongés, bien que ce fût toujours avec la courtoisie et la cordialité habituelles à nos discussions. En tant que l'une des délégations qui ont eu l'honneur d'être auteur de ce projet de résolution, ma délégation voudrait préciser l'interprétation que, d'accord avec d'autres, elle donne à ce paragraphe 3.

72. Notre conviction, fondée sur l'expérience de l'avènement à l'indépendance, au cours de ces dernières années, de divers Etats, est qu'il y a toujours eu continuité dans le maintien de l'ordre et que, en pratique, cette continuité a toujours résidé dans le remplacement progressif des forces de l'ancienne Puissance coloniale ou administrante par les forces nationales du nouvel Etat indépendant. Donc, en principe, les forces de l'ancienne puissance tutrice sont appelées à partir. Elles doivent être évacuées si telle est la volonté expresse des nouveaux gouvernements. Elles peuvent, au contraire, demeurer sur le territoire et être évacuées progressivement si telle est la volonté expresse de ces gouvernements.

73. En ce qui concerne le Rwanda et le Burundi en particulier, la Belgique devra évacuer ses forces aussitôt que possible après le 1er juillet et, au plus tard, le 1er août 1962. Mais, si l'un quelconque des deux gouvernements le lui demandait dans la prérogative et la plénitude de ses droits souverains, la Belgique maintiendrait ses troupes par accord tacite sans que cette présence soit en rien illégale ni qu'elle porte atteinte à l'indépendance de ces Etats.

74. Nous entendons également et fermement que, durant la période d'évacuation et si la demande n'en est pas formulée par l'un des deux gouvernements, les troupes belges n'auront aucun droit de s'immiscer dans les affaires intérieures du Rwanda et du Burundi. Cette position est celle qui garantit entièrement, à notre avis, les droits légitimes du Rwanda et du Burundi et dégage la responsabilité des Nations Unies du fait de la présence des troupes belges dans le Territoire après le 1er juillet, présence qui découle de la tutelle.

75. Dans notre esprit, les choses sont claires et ne peuvent donner lieu à contestation à l'avenir. Aussi avons-nous été heureux que la Quatrième Commission, à l'unanimité, ait adopté hier le paragraphe 9 qui recommande l'admission du Rwanda et du Burundi comme Membres de notre organisation. Nous demanderons à nouveau le vote par appel nominal sur ce paragraphe avec la conviction que nous nous retrouverons unanimes aujourd'hui comme hier et l'espérer que, si l'un des deux pays demandait, pour une raison ou une autre, le maintien des troupes belges sur son territoire — agissant dans la plénitude de ses droits souverains —, aucune délégation ne s'opposerait à son admission.

76. C'est donc tout à la joie de voir bientôt les deux nouveaux Etats siéger avec nous dans cette enceinte que ma délégation votera pour le texte qui nous est soumis. Je dis bien: le texte qui nous est soumis, à l'exclusion de tous amendements de dernière heure.

77. M. ILBOUDO (Haute-Volta): Ma délégation voudrait expliquer très brièvement le sens de son vote.

78. Tout d'abord, ma délégation tient à rendre un hommage très légitime à la délégation belge et tout particulièrement à son éminent représentant, le Ministre des affaires étrangères de Belgique, dont l'attitude très conciliante et très sage a contribué à l'obtention des heureux résultats auxquels nous avons

abouti. Ma délégation se réjouit donc que la Belgique — qu'elle traitait naguère, à la session de printemps de l'année 1961, par la voix autorisée de notre secrétaire général des affaires étrangères, M. Balima, comme l'un des pays colonialistes les plus scélérats — sorte aujourd'hui de la dernière phase de décolonisation avec tous les honneurs. Il serait injuste de ne pas lui en rendre hommage, et ma délégation lance un appel solennel aux pays qui gardent encore sous leur obédience des territoires dépendants pour qu'ils suivent l'exemple magnanime de la Belgique conduite par son distingué ministre des affaires étrangères dont la vigoureuse personnalité impose le respect à tout le monde.

79. Ma délégation ne s'opposera pas à toute proposition de division du scrutin, car c'est là un problème qui n'affecte pas le sens de son vote.

80. Pour terminer, ma délégation tient à saluer les deux Etats prochainement indépendants du Rwanda et du Burundi et à leur souhaiter succès et longue vie. Elle brûle déjà de les voir siéger parmi nous dans cette auguste assemblée. Vive le Rwanda, vive le Burundi, indépendants à jamais!

81. M. SOULEYMANE (Mauritanie): Ma délégation ayant participé à la discussion générale à la Quatrième Commission n'entend pas intervenir à nouveau si ce n'est pour dire simplement quelles sont les raisons essentielles qui l'ont déterminée à être l'un des auteurs du projet de résolution soumis à la Quatrième Commission.

82. Ce projet de résolution comporte deux idées essentielles: l'indépendance des pays et des peuples colonisés; la non-ingérence dans leurs affaires intérieures et le respect de leur souveraineté.

83. Le projet de résolution comporte également deux idées essentielles pour le Rwanda et le Burundi qui accèdent à l'indépendance. Il règle la situation juridique des troupes qui n'auront pas pu être évacuées avant le 1er juillet conformément à la résolution 1743 (XVI). Par ailleurs, le paragraphe 3 fait appel au Gouvernement belge pour qu'il retire ses troupes; mais, en même temps, il souligne la nécessité de respecter la souveraineté des deux Etats qui vont devenir indépendants.

84. C'est pour ces raisons que ma délégation appuie le projet de résolution et votera en sa faveur.

85. Je voudrais également exprimer mes félicitations aux deux pays qui vont accéder à l'indépendance. Je suis heureux pour eux que le paragraphe 9 du projet de résolution ait été voté, à la Quatrième Commission, par tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, en particulier par tous ceux qui ont le droit de veto au Conseil de sécurité. J'espère que, dans ces conditions, ils n'opposeront pas leur veto à l'admission de ces Etats à notre organisation.

86. M. AKAKPO (Togo): Le projet de résolution concernant le Ruanda-Urundi soumis à l'origine par 25 puissances d'Asie et d'Afrique et sur lequel l'Assemblée générale va se prononcer inquiète beaucoup ma délégation, qui tient compte de la situation qui règne au Rwanda. La question des troupes belges fait l'objet de l'une des parties essentielles du projet de résolution, mais le paragraphe 3, qui traite de cette importante question, n'est ni clair ni précis et ne satisfait pas entièrement ma délégation. En conséquence, ma délégation s'abstiendra au moment du vote sur le paragraphe 3 et sur tous les points concernant

les troupes belges, et demandera un vote séparé sur le paragraphe en question.

87. Toutefois, étant donné l'importance de cette résolution dont l'économie essentielle est l'octroi de l'indépendance à deux peuples frères d'Afrique et en même temps l'assistance technique et financière à accorder à ces deux pays, ma délégation votera en faveur du projet de résolution lorsqu'il sera mis aux voix dans son ensemble, exception faite, naturellement, du texte du paragraphe 3 et autres points concernant les troupes belges, ainsi que nous venons de l'expliquer.

88. Pour terminer, ma délégation adresse, au nom du Gouvernement de la République du Togo, ses sincères félicitations au Rwanda et au Burundi pour leur accession à l'indépendance; elle forme les vœux les meilleurs pour le bonheur et la prospérité de leurs peuples.

89. M. HOOD (Australie) [traduit de l'anglais]: L'Assemblée générale est saisie d'un projet de résolution [A/5142, par. 33] qui constitue à la fois un instrument officiel mettant fin à un accord de tutelle et une charte d'indépendance pour deux nouveaux Etats dont l'apparition résulte de l'exercice de la tutelle. Ma délégation appuie le projet de résolution dans son ensemble et, en vérité, elle accueille avec faveur tous ses éléments qui correspondent aux aspirations et aux intérêts nationaux des deux peuples qui sont sur le point d'accéder à l'indépendance.

90. A parler franchement, étant donné les circonstances, nous aurions préféré voir l'Assemblée générale saisie d'une proposition qui aurait simplement mis fin à l'Accord de tutelle sans des conditions dont certaines pourraient sembler traduire des attitudes et des positions politiques qui n'ont pas grand-chose à voir avec l'Accord entre l'Autorité administrante et les Nations Unies en vue de mettre fin à l'Accord de tutelle ou avec la décision de l'Assemblée générale de reconnaître l'indépendance prochaine de ces deux pays. C'est pourquoi, tout en appuyant le projet de résolution dans son ensemble, ma délégation, comme d'autres peut-être, a des réserves à faire notamment sur le paragraphe 3 du dispositif qui, je suppose, sera mis aux voix séparément. Ce paragraphe équivaut à une mise en demeure adressée à l'Autorité administrante, qui sera devenue en fait l'ancienne Autorité administrante lorsque les dispositions du paragraphe 3 seront effectivement entrées en vigueur.

91. En réalité, les deux nouveaux pays, le Rwanda et le Burundi, dans leur propre intérêt s'adresseront sans doute pendant un certain temps encore à l'ancienne Autorité administrante pour diverses sortes d'assistance et de coopération, et rien ne devrait figurer dans la résolution finale de l'Assemblée générale qui risquerait d'entraver ce processus. Il se peut que les dispositions du paragraphe 3 du dispositif contiennent les germes d'un malentendu ultérieur qui, s'il se produisait, serait tout à fait injuste envers l'ancienne Autorité administrante, après la déclaration d'intentions, franche et si explicite, qui a été faite ici à plusieurs reprises par le représentant de la Belgique. Quoi qu'il en soit, nous nous fions dans une large mesure à l'interprétation donnée par les nombreuses délégations qui ont endossé la responsabilité du texte de cette disposition pour ce qui est du sens de l'expression "sans préjudice des droits souverains du Rwanda et du Burundi". Nous croyons que cette disposition, dans son ensemble, ne

fermera pas mais ouvrira la porte à une coopération avantageuse entre l'ancienne Autorité administrante et les deux nouveaux Etats. Ainsi, lorsque le paragraphe 3 du dispositif sera mis aux voix, nous ne voterons pas contre, mais nous nous abstiendrons.

92. Au moment où nous allons voter pour l'ensemble de ce projet de résolution, nous voudrions, d'une part, féliciter l'Autorité administrante, la Belgique, pour les efforts qu'elle a accomplis au cours des nombreuses années où elle a exercé sa tutelle en vertu de la Charte et, d'autre part, saluer chaleureusement l'indépendance du Rwanda et du Burundi.

93. Le PRESIDENT: La liste des orateurs ayant demandé la parole pour expliquer leur vote avant le scrutin est épuisée. Mais, avant de passer à la procédure de vote, je tiens à préciser un aspect de la recommandation de la Quatrième Commission figurant au paragraphe 33 du rapport de cette commission [A/5142].

94. A ce sujet, je voudrais attirer l'attention des membres de cette assemblée sur le paragraphe 5 du dispositif du projet de résolution recommandé par la Commission. Aux termes de ce paragraphe, l'Assemblée: "Autorise le Secrétaire général, conformément aux dispositions du paragraphe 1 de la résolution 1735 (XVI) de l'Assemblée générale du 20 décembre 1961, sur les dépenses imprévues et extraordinaires pour l'exercice 1962, à engager des dépenses ne dépassant pas 2 millions de dollars en vue des mesures d'urgence qui pourraient être nécessaires pour la continuité des services essentiels dans les deux pays, en attendant l'examen, par l'Assemblée générale, du rapport du Secrétaire général mentionné à l'alinéa c du paragraphe 4 de la présente résolution."

95. Dans la note sur les incidences financières [A/C.4/554] du projet de résolution, qu'il a soumise à la Quatrième Commission conformément à l'article 154 du règlement intérieur de l'Assemblée générale, le Secrétaire général a indiqué que les dépenses initiales relatives à l'installation sur place du représentant du Secrétaire général et de ses collaborateurs ainsi que d'un certain nombre d'observateurs militaires qui doivent immédiatement entrer en fonctions pour mettre en œuvre l'alinéa a du paragraphe 4 du dispositif du projet de résolution "seraient engagées avec l'accord préalable du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires. Pour toutes dépenses supplémentaires qui pourraient résulter des diverses activités prévues aux paragraphes 4 et 5, le Secrétaire général demanderait l'accord préalable du Comité consultatif dès que les estimations pourraient être établies avec certitude. A cet égard, le Secrétaire général interpréterait le paragraphe 5 du dispositif comme signifiant que les dépenses ne dépassant pas 2 millions de dollars autorisées en vertu dudit paragraphe sont les dépenses qu'il faudrait engager pour mettre en œuvre l'ensemble de la résolution. Ces dépenses feront l'objet, le cas échéant, de prévisions supplémentaires pour 1962 qui seront soumises à l'Assemblée générale lors de sa dix-septième session."

96. Je pense que les membres de l'Assemblée générale ont déjà pris note de ces aspects des incidences financières du projet de résolution recommandé par la Quatrième Commission et considèrent que les conditions prévues à l'article 154 du règlement intérieur se trouvent ainsi remplies.



97. Ayant précisé ce point, je vais demander à l'Assemblée de procéder au vote. Je tiens auparavant à résumer comme suit la façon dont nous allons voter. Je mettrai d'abord aux voix l'ensemble du préambule. S'agissant du dispositif, je le mettrai aux voix paragraphe par paragraphe. Nous voterons sur le projet d'amendement qui a été soumis à propos du paragraphe 3 après le scrutin sur le paragraphe 2. Ensuite, je mettrai aux voix la première partie du paragraphe 3, c'est-à-dire la phrase qui se lit comme suit: "Fait appel au Gouvernement belge pour qu'il retire et évacue ses forces encore stationnées au Rwanda et au Burundi ..." Ensuite, l'Assemblée votera sur l'ensemble du paragraphe, amendé ou non. Puis je mettrai aux voix le paragraphe 4; un vote séparé a été demandé à propos des alinéas a et e de ce paragraphe. L'Assemblée votera ensuite sur l'ensemble du paragraphe 4, amendé ou non, puis sur chacun des paragraphes suivants.

98. Un vote par appel nominal a été demandé sur le projet d'amendement au paragraphe 3 [A/L.388] et sur le paragraphe 9 du dispositif du projet de résolution. Nous allons maintenant procéder au vote. Je mets aux voix l'ensemble du préambule du projet de résolution présenté par la Quatrième Commission [A/5142, par. 33].

*A l'unanimité, l'ensemble du préambule est adopté.*

99. Le PRESIDENT: Je mets aux voix le paragraphe 1 du dispositif du projet de résolution.

*A l'unanimité, ce paragraphe est adopté.*

100. Le PRESIDENT: Je mets aux voix le paragraphe 2 du dispositif.

*A l'unanimité, ce paragraphe est adopté.*

101. Le PRESIDENT: Je mets aux voix le projet d'amendement au paragraphe 3 du dispositif, qui a été présenté par l'Union soviétique dans le document A/L.388. Il s'agit d'insérer, après les mots "évacue ses forces encore stationnées au Rwanda et au Burundi", les mots "d'ici le 1er juillet 1962".

*Il est procédé au vote par appel nominal.*

*L'appel commence par le Venezuela, dont le nom est tiré au sort par le Président.*

*Votent pour:* Yougoslavie, Albanie, Bulgarie, Birmanie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Cuba, Tchécoslovaquie, Ethiopie, Ghana, Guinée, Hongrie, Inde, Indonésie, Irak, Mali, Mongolie, Népal, Pologne, Roumanie, Somalie, Syrie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, République arabe unie.

*Votent contre:* Venezuela, Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Bolivie, Brésil, Canada, Chili, Chine, Colombie, Costa Rica, Danemark, République Dominicaine, Equateur, Salvador, Finlande, France, Gabon, Grèce, Guatemala, Haïti, Honduras, Irlande, Israël, Italie, Japon, Luxembourg, Mexique, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Nicaragua, Norvège, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, Portugal, Afrique du Sud, Espagne, Suède, Thaïlande, Turquie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Uruguay.

*S'abstiennent:* Yémen, Afghanistan, Cambodge, Cameroun, République centrafricaine, Ceylan, Tchad, Congo (Brazzaville), Congo (Léopoldville), Chypre, Dahomey, Fédération de Malaisie, Iran, Côte-d'Ivoire,

Jordanie, Laos, Liban, Libéria, Libye, Madagascar, Mauritanie, Maroc, Niger, Nigéria, Pakistan, Arabie Saoudite, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Tanganyika, Togo, Tunisie, Haute-Volta.

*Par 46 voix contre 24, avec 33 abstentions, l'amendement est rejeté.*

102. Le PRESIDENT: Je vais maintenant mettre aux voix la première partie du paragraphe 3 du dispositif, qui se lit ainsi:

"Fait appel au Gouvernement belge pour qu'il retire et évacue ses forces encore stationnées au Rwanda et au Burundi ..."

*Il est procédé au vote par appel nominal.*

*L'appel commence par la Finlande, dont le nom est tiré au sort par le Président.*

*Votent pour:* Finlande, Gabon, Ghana, Guinée, Haïti, Honduras, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran, Irak, Irlande, Israël, Italie, Côte-d'Ivoire, Japon, Jordanie, Laos, Liban, Libéria, Libye, Luxembourg, Madagascar, Mali, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Maroc, Népal, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Pakistan, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, Pologne, Roumanie, Arabie Saoudite, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Espagne, Soudan, Suède, Syrie, Tanganyika, Thaïlande, Tunisie, Turquie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, République arabe unie, Haute-Volta, Uruguay, Venezuela, Yémen, Yougoslavie, Afghanistan, Albanie, Argentine, Autriche, Belgique, Bolivie, Brésil, Bulgarie, Birmanie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Cambodge, Cameroun, Canada, République centrafricaine, Ceylan, Tchad, Chili, Chine, Colombie, Congo (Brazzaville), Congo (Léopoldville), Costa Rica, Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Dahomey, Danemark, République Dominicaine, Equateur, Salvador, Ethiopie, Fédération de Malaisie.

*Votent contre:* néant.

*S'abstiennent:* France, Grèce, Guatemala, Portugal, Afrique du Sud, Togo, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Australie.

*Par 94 voix contre zéro, avec 9 abstentions, la première partie du paragraphe 3 du dispositif est adoptée.*

103. Le PRESIDENT: Je mets aux voix l'ensemble du paragraphe 3 du dispositif.

*Par 81 voix contre zéro, avec 18 abstentions, ce paragraphe est adopté.*

104. Le PRESIDENT: Je mets tout d'abord aux voix l'alinéa a du paragraphe 4 du dispositif.

*Par 84 voix contre 9, avec une abstention, l'alinéa a est adopté.*

105. Le PRESIDENT: Je mets aux voix l'alinéa e du paragraphe 4 du dispositif.

*Par 87 voix contre 10, l'alinéa e est adopté.*

106. Le PRESIDENT: Je mets maintenant aux voix l'ensemble du paragraphe 4.

*Par 89 voix contre zéro, avec 10 abstentions, ce paragraphe est adopté.*

107. Le PRESIDENT: Je vais mettre aux voix maintenant le paragraphe 5 du dispositif.

*A la demande du représentant de la France, il est procédé au vote par appel nominal.*

*L'appel commence par le Cambodge, dont le nom est tiré au sort par le Président.*

*Votent pour:* Cameroun, Canada, République centrafricaine, Ceylan, Tchad, Chine, Congo (Brazzaville), Congo (Léopoldville), Costa Rica, Chypre, Dahomey, Danemark, Equateur, Ethiopie, Fédération de Malaisie, Finlande, Gabon, Ghana, Guinée, Haïti, Inde, Indonésie, Iran, Irak, Irlande, Israël, Italie, Côte-d'Ivoire, Japon, Jordanie, Liban, Libéria, Libye, Luxembourg, Madagascar, Mali, Mauritanie, Maroc, Népal, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Pakistan, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, Arabie Saoudite, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Espagne, Soudan, Suède, Syrie, Tanganyika, Thaïlande, Togo, Tunisie, Turquie, République arabe unie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Haute-Volta, Uruguay, Venezuela, Yougoslavie, Australie, Autriche, Belgique, Brésil, Birmanie.

*Votent contre:* Cuba, Tchécoslovaquie, France, Hongrie, Mongolie, Pologne, Roumanie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Albanie, Bulgarie, République socialiste soviétique de Biélorussie.

*S'abstiennent:* Cambodge, Chili, Colombie, République Dominicaine, Salvador, Grèce, Guatemala, Honduras, Laos, Mexique, Portugal, Afrique du Sud, Yémen, Afghanistan, Argentine, Bolivie.

*Par 75 voix contre 12, avec 16 abstentions, ce paragraphe est adopté.*

108. Le PRESIDENT: Je mets aux voix le paragraphe 6 du dispositif.

*A l'unanimité, ce paragraphe est adopté.*

109. Le PRESIDENT: Je mets aux voix le paragraphe 7 du dispositif.

*A l'unanimité, ce paragraphe est adopté.*

110. Le PRESIDENT: Je mets aux voix le paragraphe 8 du dispositif du projet de résolution.

*Par 94 voix contre une, avec 3 abstentions, ce paragraphe est adopté.*

111. Le PRESIDENT: Je mets aux voix le paragraphe 9 du dispositif du projet de résolution.

*Il est procédé au vote par appel nominal.*

*L'appel commence par la République socialiste soviétique de Biélorussie, dont le nom est tiré au sort par le Président.*

*Votent pour:* République socialiste soviétique de Biélorussie, Cambodge, Cameroun, Canada, République centrafricaine, Ceylan, Tchad, Chili, Chine, Colombie, Congo (Brazzaville), Congo (Léopoldville), Costa Rica, Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Dahomey, Danemark, République Dominicaine, Equateur, Salvador, Ethiopie, Fédération de Malaisie, Finlande, France, Gabon, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Haïti, Honduras, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran, Irak, Irlande, Israël, Italie, Côte-d'Ivoire, Japon, Jordanie, Laos, Liban, Libéria, Libye, Luxembourg, Madagascar, Mali, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Maroc, Népal, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Pakistan, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Roumanie, Arabie Saoudite, Sénégal, Sierra Leone, Somalie,

Afrique du Sud, Espagne, Soudan, Suède, Syrie, Tanganyika, Thaïlande, Togo, Tunisie, Turquie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, République arabe unie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Haute-Volta, Uruguay, Venezuela, Yémen, Yougoslavie, Afghanistan, Albanie, Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Bolivie, Brésil, Bulgarie, Birmanie.

*Votent contre:* néant.

*S'abstiennent:* néant.

*A l'unanimité, ce paragraphe est adopté.*

112. Le PRESIDENT: Je mets maintenant aux voix l'ensemble du projet de résolution recommandé par la Quatrième Commission. Le vote par appel nominal a été demandé.

*Il est procédé au vote par appel nominal.*

*L'appel commence par le Cambodge, dont le nom est tiré au sort par le Président.*

*Votent pour:* Cambodge, Cameroun, Canada, République centrafricaine, Ceylan, Tchad, Chili, Chine, Colombie, Congo (Brazzaville), Congo (Léopoldville), Costa Rica, Cuba, Chypre, Dahomey, Danemark, République Dominicaine, Equateur, Salvador, Ethiopie, Fédération de Malaisie, Finlande, France, Gabon, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Haïti, Honduras, Inde, Indonésie, Iran, Irak, Irlande, Israël, Italie, Côte-d'Ivoire, Japon, Jordanie, Laos, Liban, Libéria, Libye, Luxembourg, Madagascar, Mali, Mauritanie, Mexique, Maroc, Népal, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Pakistan, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, Portugal, Arabie Saoudite, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Afrique du Sud, Espagne, Soudan, Suède, Syrie, Tanganyika, Thaïlande, Togo, Tunisie, Turquie, République arabe unie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Haute-Volta, Uruguay, Venezuela, Yémen, Yougoslavie, Afghanistan, Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Bolivie, Brésil, Birmanie.

*Votent contre:* néant.

*S'abstiennent:* Tchécoslovaquie, Hongrie, Mongolie, Pologne, Roumanie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Albanie, Bulgarie, République socialiste soviétique de Biélorussie.

*Par 93 voix contre zéro, avec 10 abstentions, l'ensemble du projet de résolution est adopté.*

113. Le PRESIDENT: Je donne la parole au représentant de la Guinée qui désire expliquer son vote après le scrutin.

114. M. ACHKAR (Guinée): Si j'ai demandé la parole, ce n'est pas à vrai dire pour expliquer mon vote, mais plutôt pour m'acquitter d'un devoir qu'il m'est très agréable de remplir puisque, alors que l'Assemblée générale vient de consacrer la fin des travaux de la Quatrième Commission pour la seizième session, les pays membres de l'Union des Etats africains, le Ghana, la Guinée et le Mali, m'ont demandé d'exprimer devant l'organe le plus important des Nations Unies leur satisfaction à l'endroit de la Présidente de la Quatrième Commission pour la manière délicate et efficace avec laquelle elle s'est acquittée de sa très lourde tâche au cours de la plus longue session de l'Assemblée générale.



115. Mlle Brooks était déjà connue de tous ici pour ses hautes qualités diplomatiques, pour ses qualités humaines et certainement aussi pour ses qualités de grande dame. Elle fait, en ce qui nous concerne, la fierté et l'honneur de l'Afrique, surtout au moment où des colonialistes impénitents du genre de M. Welensky viennent de se livrer à une dernière hystérie.

116. Nous disons que la manière dont Mlle Brooks s'est acquittée de sa tâche à l'Organisation des Nations Unies prouve que la personnalité africaine a été conquise pour toujours et que la volonté de l'Afrique de se libérer totalement est en voie de se réaliser.

117. Ces félicitations auxquelles Mlle Brooks devait prétendre légitimement de la part de la Quatrième Commission, nous nous devons de les formuler ici en saisissant bien entendu cette occasion pour adresser nos félicitations au bureau de la Quatrième Commission, notamment à son rapporteur, M. Houaiss, du Brésil.

118. Nous voudrions saisir cette occasion pour exprimer notre joie, notre très grande joie, de l'ac-

cession prochaine des deux pays du Rwanda et du Burundi à l'indépendance. Pour ce qui nous concerne, chaque fois qu'un petit coin de terre africaine se libère, cela constitue une libération encore plus grande de nos propres peuples. C'est pourquoi nous nous réjouissons largement et grandement avec nos frères du Ruanda-Urundi de leur indépendance prochaine et nous attendons patiemment le jour où ils viendront jouer parmi nous le rôle auquel ils ont droit, ce rôle de reconquête de la liberté de l'Afrique en vue du développement rapide et harmonieux de notre continent dans la coopération universelle.

119. Le PRESIDENT: Cinq orateurs qui désirent expliquer leur vote sont encore inscrits sur ma liste. Je crains, si ces explications ne devaient pas être limitées au vote, d'abuser de la patience des membres de l'Assemblée et c'est pourquoi je vais maintenant lever la séance. Nous nous réunirons à nouveau à 15 heures et, après en avoir terminé des explications de vote sur le Ruanda-Urundi, nous poursuivrons l'examen de la question de la Rhodésie du Sud.

*La séance est levée à 13 h 30.*